

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

VOTEZ UOPDP

Les élections législatives de 1978 se présentent pour de nombreux travailleurs sous le signe du ras-le-bol. Le réflexe de beaucoup peut être alors de voter non pas pour un parti auquel ils accordent leur confiance, mais pour ce qu'ils considèrent être le moindre mal. C'est sur ce réflexe qu'a tablé le PCF dans l'offensive de charme qu'il mène tambour battant à l'égard des écologistes, des groupes-femmes et de tous ceux que

Marchais appelait, il n'y a pas si longtemps, la racaille « gauchiste » en les accusant de faire le jeu de la droite et de Giscard.

De plus en plus, la propagande du PCF martèle « que vous soyez gauchiste, écologiste ou autogestionnaire, gardez vos idées pour vous, mais votez pour nous ».

Et ce n'est pas un hasard si, dans l'« Humanité » du 8 mars, Wolinski dispose de toute la dernière page pour appeler à voter PCF

dans un style « Charlie-hebdo », en présentant ce geste comme relativement anodin, « Je vote communiste, parce que je suis folle de Georges Marchais. Je ne rate jamais une de ses émissions », déclare une jeune femme à l'allure évaporée.

« Je vote coco, parce que ce sont des hommes, des vrais » déclare un « homo ».

Ce n'est ni plus ni moins que du racolage éhonté et bien du mépris à l'égard des électeurs. Car les revendications sur la base des-

quelles les femmes ou les écologistes, pour ne citer qu'eux, ont mené des luttes et tiré une expérience de défiance à l'égard de la gauche, y compris du PCF, sont des revendications très sérieuses.

« Ne vous prenez pas au sérieux, prenez vos revendications à la rigolade et votez communiste », voilà le marché de dupe que le PCF veut faire passer pour un moindre mal.

(Suite page 5)



Les candidats UOPDP de la région parisienne et des membres du Comité d'initiative national à la tribune du meeting du 26 février à Paris.

Cachan dans la circonscription de Marchais Ardent meeting de l'UOPDP

Max Cluzot, secrétaire général du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste et Jacques Jurquet, directeur politique de notre journal, tous deux membres du secrétariat du Comité d'initiative national de l'UOPDP, participaient mercredi soir au meeting organisé à Cachan pour soutenir Joël Perret, candidat de l'UOPDP dans la même circonscription que Marchais.

Environ 200 personnes ont participé à ce meeting. Un travailleur de l'hôpital psychiatrique de Villejuif intervint à propos de la grève récente, sabotée par certains responsables syndicaux : « comment faire confiance à des gens qui nous disent en même temps qu'aller plus loin dans la lutte, c'est voter pour eux le 12 mars ? »...

Un postier de Créteil parla ensuite de « la tentative de détournement de la

la démocratie syndicale ouvrière à laquelle se sont livrées les directions syndicales. Ils peuvent coller des affiches : liberté, autogestion, démocratie ! De la leur nous ne voulons pas, et si nous voulons faire échec demain au plan Barre ou après demain au plan Marchais-Mitterrand, ne comptons que sur nos luttes ! ».

Joël Perret, stigmatisa les politiciens bourgeois : « Chirac nous racontait

quand il était au gouvernement que la sortie du tunnel était proche. Mais lui-même, s'est dépêché de sauter du train en marche pour ne pas périr sous son propre tunnel... »

À propos des partis de gauche : « Allez, Messieurs, continuez à vous tirer dans les pattes, vous montrez aujourd'hui dans la pratique à tous les travailleurs qui ont cru en vous ce que nous disions

(suite page 5)

L'enjeu du 12 mars

A quelques heures du scrutin du 12 mars, il nous faut préciser clairement quel est l'enjeu.

D'une part, une droite divisée en deux clans. Leur objectif : obtenir un soutien électoral pour mener une politique antipopulaire. Deux écoles se battent pour le privilège de servir les monopoles et de faire payer la crise aux travailleurs : celle de Giscard et celle de Chirac.

À gauche aussi c'est la division, en deux clans. Leur objectif : obtenir un soutien électoral pour arriver au pouvoir en profitant de la crise, des effets néfastes de la politique de Barre, de l'inflation et de la baisse du niveau de vie dont souffrent les travailleurs. Deux écoles se battent pour faire accepter leurs solutions à la crise, mais toujours dans le cadre du capitalisme : celle de Mitterrand et celle de Marchais.

D'autre part, face à cette droite et à cette gauche, un courant toujours plus fort de refus de toutes ces politiques, une volonté de changement réel et révolutionnaire.

L'enjeu du 12 mars, c'est tout d'abord de renforcer ce courant « ni droite, ni gauche ». C'est aussi de savoir comment s'établira le rapport de force entre les quatre grands partis bourgeois : PR giscardien, RPR gaulliste, PCF et PS.

(Voir notre article
page 5)

Dans les coulisses

À la veille des élections de nombreuses grèves se poursuivent un peu partout en France contre les licenciements, pour l'augmentation des salaires et pour l'amélioration des conditions de travail.

Ce sont d'abord les longs conflits pour l'emploi qui se poursuivent notamment dans le textile : la CIP occupée depuis 48 mois, Réhault 25 mois, Rhône Poulenc à Péage de Roussillon, 18 mois. Deffrenne et Malmerspach du groupe Schlumpf depuis 1 an, Saint Joseph à Bordeaux, etc...

C'est aussi la grève de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne depuis 40 jours, les grèves de la General Motors à Strasbourg et de Rhône Poulenc à Colmar déclenchées plus récemment et beaucoup d'autres.

Ces luttes déjà anciennes ou plus récentes rappellent avec insistance que le conflit fondamental de notre société est celui qui oppose les exploités aux exploités, la classe ouvrière à la bourgeoisie capitaliste. Et tandis que le devant de la scène continue d'être occupé par

les affrontements entre partisans de projets concurrents pour la gestion du capitalisme, l'État, sa justice et ses flics s'attaquent aux travailleurs, à l'abri du tintamarre électoral.

— Arrêté d'expulsion contre les grévistes de Réhault.

— Arrêté d'expulsion contre les grévistes de la SCPC à Clermont-Ferrand.

— Envoi des flics contre les grévistes de la CAF.

— Expulsion des grévistes de la General Motors, dont 50 sont menacés de licenciement, jugement en référé ordonnant l'évacuation immédiate de l'usine Rhône Poulenc de Colmar...

Sur les écrans de télévision tout le monde promet des emplois, le SMIC à 2 400 F, etc. En fait d'emploi, le dernier Conseil des ministres a décidé de grossir les rangs des flics de Paris, Lyon, Marseille, 700 de plus !

Mais dans le même temps, les travailleurs luttent pour l'emploi et les salaires, sont expulsés par les uns (la majorité), sans que cela suscite de réactions de la part des autres (la gauche).

Les forces de l'ordre contre les LIP

Plus de 300 travailleurs de Lip occupaient mercredi l'Agence pour l'emploi de Besançon pour protester contre la suppression mardi par les Assedic de leur allocation de chômage : ils bénéficiaient encore de 35 % de leur salaire. Ceci supprimé, ils n'auraient plus que 380 F d'aide publique !

Les forces de l'ordre sont intervenues à coup de matraque et grenades lacrymogènes et ont évacué les Lip sans qu'il y ait toutefois « d'incidents graves » selon l'AFP.

Le 8 mars 1977, l'URSS agressait le Zaïre par mercenaires interposés

Zaïre, un an après

Il y a maintenant un an, le social-impérialisme agressait le Zaïre par mercenaires interposés. La province du Shaba fut le théâtre de la guerre qui dura quatre-vingts jours et qui se solda par un échec total pour le social-impérialisme.

C'est le 8 mars que les tristement célèbres gendarmes katangais entrent en action. Rappelons un peu leur biographie : leur origine est celle de vulgaires tueurs au service d'une grande compagnie cuivrière coloniale « L'Union minière ».

Lors de l'accession à l'indépendance politique du Zaïre, en 1960, cette compagnie minière et les colonialistes organisent une sécession du Katanga, province au sud du Zaïre. Les fameux gendarmes étaient encore là, servant toujours fidèlement les colonialistes. Ce n'est pas tout, on les retrouve plus tard à diverses reprises s'adonnant aux mêmes activités. En 1967, une bonne partie de ces individus quittent le Zaïre et se réfugient en Angola, alors colonisé par les Portugais puis ils réapparaissent dans les troupes du MPLA, aux côtés des Cubains. Ils sont toujours mercenaires, mais cette fois, c'est le patron qui a changé.

QUAND LES RUSSES AGRESSENT LE ZAIRE

Ils sont chargés de faire, pour le compte du social-impérialisme, ce qu'ils avaient déjà fait, et raté, pour le compte des colonialistes.

Etre à la solde d'un impérialisme occidental, ou à celle du social-impérialisme, quelle différence pour ces tueurs professionnels, qui deviennent en l'espace de quelque temps des révolutionnaires acclamés par l'URSS et par tous ceux qui soutiennent sa politique impérialiste.

Leur changement de maître ne leur a pas réussi. Il est fini le temps où l'on pouvait agresser sans trop de revers les peuples africains, le cas actuel de l'agression soviétique contre la Somalie est là pour le montrer. Les peuples maintenant prennent les armes et jettent dehors les agresseurs. Au Zaïre, l'affaire fut réglée rapidement : au bout de quatre-vingts jours, l'agression était repoussée en bonne et due forme.

LE ZAIRE UN AN APRES

L'Agence Chine-nouvelle a publié un reportage de son correspondant au Zaïre, sur la situation actuelle. Il fait état de la reconstruction progressive de la province du Shaba. Les mercenaires ne sont guère restés longtemps, mais suffisamment pour faire d'importants dégâts.

Peu à peu, les gens qui

ont fui le terrain de la guerre sont revenus dans leur pays. Maintenant, le nombre d'habitants est égal à celui d'avant l'agression. Parmi les gens qui reviennent au pays, il n'y a pas seulement ceux qui ont fui les attaques, mais aussi — et ils forment un grand nombre — des Zaïrois qui furent emmenés de force en Angola. Le correspondant de l'agence a pu en rencontrer :

« Au cours de cette visi-

te, nous avons entendu beaucoup de récits émouvants sur l'assistance des masses populaires aux soldats, récits que démentent les révisionnistes soviétiques qui ont toujours prétendu que l'invasion des mercenaires au Zaïre serait une « insurrection interne ».

« A Kasaji, une jeune fille de douze ans, Kalumbu, s'était cachée dans la forêt pour observer, au risque de sa vie, le mouvement enne-



mi. Elle a retenu de mémoire tous les endroits où l'ennemi avait posé des mines. Quand l'armée zaïroise en contre-offensive est arrivée à Kasaji, elle les a indiqués aux soldats qui ont enlevé ces mines de fabrication soviétique. Après la reprise de Tshimanga, garçon de douze ans, l'armée a arrêté des agents ennemis dissimulés ».

Les agresseurs furent repoussés, mais ils ne se sont pas résignés pour autant à la défaite. Ils poursuivent leurs actes de sabotage, franchissent la frontière zaïroise pour piller des céréales ou poser des mines ou encore lancer de nouvelles attaques armées comme ce fut le cas à la fin de l'année 1977.

Face à cela, le Zaïre est décidé à renforcer sa défense. Le quartier général de la zone militaire a été rapproché de la frontière ouest. Les troupes sont plus importantes qu'avant, les entraînements sont plus rigoureux. Tout est mis en œuvre pour qu'en cas d'une nouvelle agression fomentée par les Russes ou par mercenaires interposés, la riposte soit plus efficace et les pertes moins lourdes pour le peuple zaïrois, qui n'est pas prêt d'oublier.

• Allemagne de l'Ouest

Certains patrons d'imprimerie ont levé le lock-out qu'ils avaient organisé pour faire pression sur les travailleurs du Livre en grève, car ce lock-out s'est soldé par un échec. La grève des ouvriers se poursuit.

• Pologne

Une vingtaine de sympathisants du « Comité d'autodéfense sociale-KOR » en Pologne ont été condamnés à des amendes de 1 000 à 5 000 zlotys (140 à 700F) par le tribunal de Wrocław, pour avoir organisé une réunion jugée « illégale ».

La réunion, organisée dimanche dernier, dans l'appartement d'un dissident a été rapidement et brutalement interrompue par l'intervention de la police de Wrocław. Les vingt-sept personnes qui y participaient avaient toutes été conduites au commissariat, vingt et une d'entre elles ont été déférées lundi et mardi devant le tribunal qui, outre les amendes, a condamné l'une d'elles à sept jours de prison.

Par ailleurs, un autre sympathisant du comité a été condamné à trois semaines de prison par le tribunal de Gdansk pour « résistance aux forces de l'ordre », lors de l'irruption de la milice dans une récente réunion de dissidents.

La crise aux USA

Il n'y a pas de paradis américain

Aux Etats-Unis, la crise fait rage, les difficultés augmentent chaque jour. Le dollar baisse dans de fortes proportions à tel point que des pays producteurs de pétrole, comme le Qatar estime qu'un autre étalon doit être choisi.

Le commerce extérieur est en déficit depuis vingt mois. En janvier dernier, ce déficit a atteint de 2,4 milliards de dollars. Les échanges avec l'étranger ont baissé, essentiellement au niveau des exportations, par exemple celles des produits chimiques, des machines et des équipements de transport qui ont baissé de plus de 10 % en un mois. Comme tous les capitalistes, les capitalistes américains font payer la crise aux travailleurs.

L'augmentation des prix n'a jamais été aussi élevée depuis un an. La hausse vertigineuse des prix concerne essentiellement les prix alimentaires et les boissons (1,2 % en un mois), le logement et les soins médicaux (0,8 %) et le transport (0,6 %). Pour le peuple américain, la crise, cela veut



Manifestation à New-York en février contre le chômage et la misère (photo The Call).

dire aussi un accroissement considérable du chômage. Les principales victimes sont les travailleurs noirs : en dix

ans, le chômage des Noirs américains a doublé, il est de 14 % en moyenne et il atteint 41 % pour les jeunes de 18 à 21 ans. Ce sont eux, aussi, qui ont les salaires les plus bas : 72 % d'entre eux sont qualifiés de pauvres selon les statistiques officielles.

Misère, chômage, oppression, racisme que les capitalistes essaient de développer, telle est la réalité quotidienne de ce pays que l'on nous présente de façon si idyllique.

C'est dans ce contexte difficile que les mineurs mènent depuis plus de trois mois une grève à tant de point de vue exemplaire. C'est aussi dans ce contexte que les marxistes-léninistes de ce pays organisent des mouvements contre cette misère et cette oppression. Au mois de février à New-York, ils étaient plus de 2 000 à manifester pour exiger du travail ou un revenu tout de suite. La particularité de la manifestation, c'est l'unité multinationale des participants. Les travailleurs afro-américains, porto-ricains, blancs et chicanos ont défilé côte à côte.

SOIRÉE DE SOUTIEN AU PEUPLE TUNISIEN

Organisée par
l'Union générale des étudiants de Tunisie
(Comité de section provisoire de Paris)

SAMEDI 11 MARS à 20 h

A la Maison du Brésil
(Diapos, chants, poésie, exposition de photos)

LE TOME V

DES OEUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG

« Les marxistes ont toujours considéré que le prolétariat ne peut accomplir son œuvre qu'en s'appuyant sur les masses populaires, que les communistes, lorsqu'ils déploient leur activité parmi les travailleurs, doivent employer les méthodes démocratiques de persuasion et d'éducation, et qu'il est absolument inadmissible de recourir à l'autoritarisme ou à la contrainte ».

Extrait de « De la juste solution des contradictions au sein du peuple ». En vente à la librairie des Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, Paris 20e.



TELEVISION

Samedi 11 mars

A 20h 30 sur A2

«Madame le juge»

C'est la première d'une série de cinq émissions où Simone Signoret incarne le rôle d'une femme juge d'instruction, aux méthodes peu traditionnelles, qui se bat pour la justice. Le scénario de ce premier épisode est d'Alphonse Boudard qui s'est inspiré de l'authentique histoire d'une fille du milieu qui ne veut pas collaborer avec la justice et tringue pour une autre.

A 21h 30 sur TF1

«Serpico»

(3e épisode d'une série américaine en quatorze épisodes).

Nous avons vu le 1er épisode de cette nouvelle série. C'est l'histoire d'un bon flic style jeune gauchiste, sportif, sensible, aimant la musique et la danse. En révolte contre les « bavures », il part en guerre contre les mauvais flics qui rackettent les commerçants. Il va jusqu'à enregistrer les propos d'un de ceux-ci pour le confondre et le faire chasser de la police.

Cette série, nous dit-on, est tirée d'un fait divers « authentique ». De 1967 à 1970, un officier de police entreprit de dénoncer la corruption dans la police américaine. Un certain nombre d'inculpations s'en suivirent, et cet officier fut cité en exemple. Mais en 1971, il reçut une balle dans la tête et resta invalide.

Ce n'est pas un hasard si, aux heures de grande écoute, on nous passe de plus en plus souvent des émissions de style séries ou feuilletons à la gloire de la police ou de la justice. Elles sont très regardées et véhiculent de façon insidieuse la vision que la bourgeoisie cherche à imposer du rôle de sa police et de sa justice. Regarder ce genre d'émissions, qui influencent les masses, n'est pas du temps perdu dans la mesure où cela peut nous fournir une occasion, d'une part de mieux comprendre comment la bourgeoisie s'y prend pour diffuser son idéologie, et d'autre part, de discuter de ces questions avec ceux qui peuvent être victimes de cette propagande.

Jeudi 16 mars

A 21h 15 sur TF1

«Jean-Christophe» :
la révolte

(3e épisode du feuilleton en 9 épisodes d'après l'œuvre de Romain Rolland).

Nous avons déjà signalé ce feuilleton dans le numéro daté du vendredi 24 février. Nous y revenons car il s'agit d'une émission intéressante et de grande qualité artistique. Le premier épisode nous a permis un premier contact avec la riche personnalité de Jean-Christophe en butte dès son plus jeune âge au mépris et vexations de la part des gosses de riches, et en révolte contre les méthodes autoritaires et répressives de son père. En révolte aussi contre l'obligation qui lui est faite de se soumettre aux « grands » de ce monde pour pouvoir développer ses qualités artistiques, alors « qu'ils ne comprennent pas la musique, pour eux je ne suis qu'un luxe », dit-il. (Le 2e épisode : l'Adolescent, passe ce soir jeudi 9 mars à 21 h 15).

LIBERATION IMMEDIATE
de Serge Cacciari et de Xan,
patriotes corse et basque
emprisonnés

La lutte contre l'oppression nationale prend de l'ampleur dans le pays. L'oppression nationale est en France une dure réalité très vivement ressentie par les nationalités opprimées. Aussi devant leurs luttes, le pouvoir, tout en essayant de pratiquer la politique de la carotte et de la « réforme creuse » applique durement la répression à l'égard de ces luttes et des patriotes qui les impulsent. Actuellement, Serge Cacciari et Xan, l'un Corse, l'autre Basque, sont emprisonnés. Nous devons exiger leur libération.

A la suite de la fusillade d'Aléria, sur ordre de Poniatowski, la Cour de sûreté de l'État condamne le 10 juillet 1976 Serge Cacciari à dix ans de détention pour complicité d'homicide alors que l'auteur de l'homicide n'est pas identifié.

En juin 1976, Edmond Simeoni avait été condamné à cinq ans de prison dont deux avec sursis pour sa responsabilité dans l'affaire d'Aléria. Or, après ces condamnations, le Procureur général de la Cour de sûreté de l'État, M. Jean Jonquière, démissionna en raison du caractère illégal de la

procédure et dans une lettre au Garde des sceaux dénonçait les pressions dont il avait fait l'objet pour qu'il impose une peine à Serge Cacciari qu'il estimait démesurée par rapport à celle infligée au docteur Siméoni.

Aujourd'hui, Serge Cacciari est encore détenu à la prison de Melun. Des patriotes corses ont constitué un comité pour sa libération,

Ils lancent un appel à tous les démocrates pour exiger la libération immédiate de Serge Cacciari. Nous nous associons à cet appel.

Xan, en prison depuis Noël

Depuis Noël, Xan (Jean-Claude Marguirault) jeune militant abertzale (patriote basque) de 19 ans, est emprisonné à la prison de Bayonne.

Il avait été arrêté au volant d'une voiture volée contenant des explosifs. Il a déclaré ne pas avoir volé la voiture mais uniquement rendu service en transportant la voiture et les explosifs sur un parking à une organisation nommée « Iparretarrak » (ceux du Nord, du pays Basque nord c'est-à-dire les pays basque du côté français).

Quel que soit le jugement que l'on peut porter sur les formes de luttes, il n'en reste pas moins que Xan est un militant anticapitaliste victime de la répression de la bourgeoisie. Voici ce que dit Xan dans une lettre : « Si je suis actuellement en prison, c'est parce que j'ai aidé une organisation qui lutte pour la vie de notre pays. Je suis pour que

notre pays vive avec des jeunes qui travaillent, qui gagnent leur vie chez eux sans qu'ils aillent à Paris ou à Bordeaux. Je suis pour que la terre soit aux paysans, à ceux qui la travaillent, pas à ceux qui ont de l'argent, et qui nous foutent des routes, des chalets, des villas secondaires, en achetant la terre. Je veux que notre langue soit l'esquava et pas une culture qu'on nous donne comme ça, parce que nous sommes un peuple, un peuple fier et que nous vivrons à tout jamais même avec des gars comme moi en prison. »

Dans un communiqué, les candidats de l'UOPDP se sont associés à la campagne pour sa libération. Ils ont lancé un appel pour que les autres candidats prennent position. Excepté ceux qui avaient déjà pris position, personne n'a rien dit, électoral oblige... (il y a des candidats PCF, PS, LO, LCR).



Un peuple qui ne veut pas vivre baillonné.

Une centaine d'enfants belges
intoxiquésDu plomb
dans le sang

A Anvers, en Belgique, neuf enfants ont été hospitalisés en raison d'un empoisonnement de leur sang par le plomb rejeté dans l'atmosphère par une entreprise métallurgique de la région. C'est ce que des médecins ont annoncé après avoir effectué plusieurs analyses de sang dans les écoles proches de l'usine en question.

Les médecins ont indiqué en outre, qu'une centaine d'enfants qui ont subi ces examens médicaux avaient dans leur sang un taux de plomb supérieur à 50 microgrammes par 100 millilitres de sang. La norme admise pour les enfants varie entre 20 et 25 microgrammes.

LE VENT SOUFFLE
UNE POUSSIERE NOIRE
LA DIRECTION DE
L'ENTREPRISE REFUSE
LES FAITS

Tous ces enfants habitent ou vont à l'école à proximité de l'entreprise métallurgique « Hoboken » dans la banlieue d'Anvers. Les habitants disent que dès que le

vent souffle, une poussière noire de plomb provenant d'un dépôt de déchets en plein air, situé à quelques dizaines de mètres des écoles, se dépose un peu partout et qu'ils la respirent. Pour le moment, la direction de l'entreprise n'a pas voulu reconnaître les faits.

La maladie du plomb ou saturnisme est une maladie grave qui au-delà d'un certain seuil, provoque des lésions du cerveau suivies de paralysies des membres et des encéphalites mortelles. Le mal de Minamata qui a fait de nombreux morts au Japon est la même maladie à son stade développé le plus grave.

Les autorités viennent de décider de faire passer des examens aux 2 000 enfants de cette partie de la banlieue d'Anvers. Une enquête, réalisée en juin et octobre 1977 effectuée par le ministère belge de la Santé publique vient d'être rendue publique (bien tardivement) et révèle qu'à 700 m. de l'usine existe une pollution importante et permanente.

● Sillon de Bretagne
Echec à la
répression raciste

22 h 30 dimanche 19 février au foyer « Soleil » au Sillon de Bretagne, un travailleur immigré sort de sa chambre pour aller aux toilettes. A peine parti, il s'entend ordonner de lever les mains et de ne pas bouger « sinon on te descend » précise le gendarme qui lui plante son revolver dans les côtes. Le même gendarme ordonne au travailleur de le suivre dans la 4 L qui stationne à côté. Après avoir poliment mais fermement refusé d'obtempérer, le travailleur immigré n'insiste pas devant les coups qui commencent à pleuvoir. Dehors, les gens demandent aux gendarmes de relâcher le travailleur. refus des flics qui menacent et insultent : « Sale bougnoul », « sale race », « on en a marre de vos gueules ».

Accusé d'avoir volé une voiture, le travailleur nie. De nouveau, les insultes pleuvent. Devant l'opposition des gens présents et la résistance du travailleur immigré accusé sans la moindre preuve, les gendarmes doivent le relâcher après avoir vérifié son identité.

Une nouvelle fois, la preuve est apportée qu'il est possible de lutter efficacement contre la répression à l'égard des travailleurs immigrés.

D'après l'APL



CHR Orléans et La source

Une grève qui fait des petits

L'hôpital d'Orléans et celui de La Source en sont à leur 8e jour de grève où la continuité est votée chaque jour en assemblée générale.

La CGT est à l'origine de la grève reconductible. Elle ne s'attendait pas à ce que la grève dure plus de deux jours. La CFDT proposait, elle, une grève de 48 heures puis un préavis pour une grève reconductible, ce qui venait à masquer le fait qu'elle ne voulait que deux jours de grève.

Au fur et à mesure des assemblées générales, on a pu voir que les travailleurs se mobilisaient de plus en plus. La première assemblée générale a vu 180 personnes environ, la deuxième 250, et la troisième 375.

Nous nous battons pour l'embauche de personnel, les créations de postes, les trei-

ze heures supplémentaires pour tous ainsi que d'autres revendications spécifiques aux services.

Dans cette grève, les directions syndicales commencent à être débordées. D'ailleurs, dès le deuxième jour, elles ont proposé la reprise du boulot, ce qui n'a pas été du tout repris par les travailleurs.

Une manifestation en ville a été faite ainsi qu'une visite à l'hospice ayant trois siècles, pour dénoncer les conditions d'hébergement des vieillards dans le système capitaliste.

Orléans n'est pas seul en grève. Romorantin en est à son 22e jour, Blois est parti, Vendôme a commencé lundi, Brest et toute la Bretagne sont en lutte aussi.

Cellule Olga Bancic du PCMLF du CHRO fait avec des hospitaliers en grève.

L'hygiène au centre hospitalier régional d'Orléans

Des rats dans la nourriture !

Les conditions d'hygiène et de vie faites aux vieux travailleurs des hospices et des hôpitaux sont souvent déplorables.

En voici un aperçu.

Cette situation provient du manque de budget voulu par le ministère de la Santé et l'État capitaliste tout entier, soutenu de fait par les maires, qu'ils soient de droite ou de gauche, car ceux-ci président les commissions administratives dans les hôpitaux.

LA SALETTE

L'hygiène n'existe pas au CHR d'Orléans. Voici les faits concrets.

Dans la cuisine, où sont effectués les repas du personnel et des malades, les rats et les cafards se promènent nuit et jour et il est même arrivé de trouver des rats noyés dans la nourriture !

Cette même cuisine n'a pas été repeinte depuis

plus de vingt ans. Dernièrement des travaux ont été effectués. Les ouvriers travaillaient au marteau-piqueur pendant que les repas étaient préparés. La seule mesure d'hygiène qui a été prise contre la poussière est d'obliger le personnel des cuisines à porter une calotte.

Il existe également une pièce où sont épluchés les légumes. Du personnel y est employé ainsi que des vieillards de l'hospice qu'on appelle les « utilisés ». Ils travaillent des journées entières dans l'humidité et le froid.

Devant cette cuisine est installé un bac qui sert à collecter la nourriture qui n'a pas été consommée dans les services. Nous y voyons jour et nuit des rats, pigeons et chats et ce bac est à l'air libre, sans aucune protection.

Derrière un service de malades se trouve le dépôt d'ordures, trop souvent surchargé et qui dégage de mauvaises odeurs.

AUCUNE DESINFECTATION

Il y a aussi un incinérateur qui sert à brûler les papiers, cartons, plastiques dont la fumée se rabat dans la cour de l'hôpital car la cheminée n'est pas assez haute.

Il existe également un service de tuberculeux où les crachoirs sont lavés dans une baignoire, à défaut d'un endroit approprié et ce bouillon de culture va au tout-à-l'égout. Cette même baignoire sert aux malades à faire leur toilette.

Dans un autre service de l'hospice, les tables de nuit sont lavées également dans une baignoire au même titre que les vieillards.

Des voitures transportent sans aucune distinction linge sale, linge propre, malades, nourriture et cela sans que les véhicules ne soient désinfectés.

DE L'AUTRE COTE

Voilà un bref aperçu de ce qu'est l'hygiène dans les hôpitaux.

Naturellement, la direction connaît ces problèmes et se retranche derrière le soi-disant budget insuffisant.

Est-il normal, si le budget ne permet pas de pallier à ces manques, que la direction se fasse installer de luxueux bureaux avec moquette, fauteuils,

pendant que les malades ne bénéficient même pas des conditions d'hygiène les plus élémentaires ?

Ces hommes placés à ces postes par la bourgeoisie, de droite comme de gauche d'ailleurs, ces hommes là ont tous les droits.

A aucun moment ils n'ont de comptes à rendre devant le personnel hospitalier, ni aux travailleurs hospitalisés souvent par la cause de cette même bourgeoisie.

UN JOUR POURTANT

Un jour viendra où la classe ouvrière et tous ceux qui produisent se révolteront face à l'exploitation dont ils sont victimes. Et ce jour, nous imposerons le respect de l'hygiène et le respect de l'être humain, en mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.



A l'hospice comme à l'hôpital, des conditions déplorables !

• Foyers Adatarieli (Nord)

Ça bouge !

La société Adatarieli possède dix-huit foyers dispersés dans le Nord, notamment dans la banlieue lilloise (Marcq, Fives, Faches).

Comme dans les foyers Sonacotra, les conditions de vie et de logement des travailleurs immigrés sont déplorables. Aussi, les résidents du foyer de la rue de Lannoy à Fives ont-ils décidé d'engager la lutte.

AUCUN DROIT

Ils ont constaté que depuis la création du foyer,

il y a environ 10 ans, aucune rénovation n'a été faite :

- Le logement très cher.
- Aucun droit élémentaire respecté (pas de droit de visite, sans différence de sexe. Les femmes ne sont pas acceptées au foyer car comme le dit le patron, à Adatarieli, « Il ne veut pas

Prochaine réunion du Comité de Résidents : le samedi 11 Mars à 14 h au foyer de Fives, 20 rue de Lannoy. Venez nombreux !

que son foyer devienne un bordel » ! Pas de reconnaissance du Comité des résidents, pas de droit de réunion. Expulsion de locataires sans l'accord du comité.

- Les peintures s'écailent partout, l'entretien et le nettoyage ne sont jamais faits, les couvertures n'ont pas été changées ni lavées depuis 10 ans.

- Le gérant est raciste, il insulte les gens, change le verrou des portes en profitant de l'absence des résidents ...

UNE PLATEFORME DE LUTTE

La lutte s'est engagée il y a environ un mois lorsqu'un résident a réuni tous les résidents du foyer en assemblée générale, qui a élu

un Comité de résidents, et adopté une plateforme de lutte.

Une première réunion a eu lieu avec le patron, qui est bien sûr arrivé en retard et parti bien avant que toutes les revendications ne lui soient présentées ; toutefois, il a dû céder sur un certain nombre d'entre elles, notamment la réfection des peintures et des cuisines.

Maintenant, les résidents du foyer de Fives ont commencé à faire le tour des autres foyers Adatarieli, pour les informer de leur lutte et essayer d'amplifier le mouvement afin de créer un rapport de force en leur faveur, face au patron.

Correspondant HR avec un membre du comité de résidents

La France des luttes

Le titre des conditions de

abonnement : 1 an : 60 F

2 ans : 110 F

3 ans : 160 F

4 ans : 210 F

5 ans : 260 F

6 ans : 310 F

7 ans : 360 F

8 ans : 410 F

9 ans : 460 F

10 ans : 510 F

11 ans : 560 F

12 ans : 610 F

13 ans : 660 F

14 ans : 710 F

15 ans : 760 F

16 ans : 810 F

17 ans : 860 F

18 ans : 910 F

19 ans : 960 F

20 ans : 1010 F

La Faucille

REVUE PAYSANNE
DES COMMUNISTES
MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE

100 pages

170 x 250 mm

1978

Une première victoire des éleveurs
intégrés : 1500 paysans à Laval le 22 février contre une ferme d'aliments

« Wessafic, escroc, ton procès tombe à l'eau ! »

Les changements
ne sortiront pas des urnes, mais de la lutte

LETS PROMESSES ET MIEUX ET SURTOUT LES CHIENS

GRATISSE AU CONGRES DE LA FNSCA

«30% de paysans on moins dans quinze ans»

Bimensuel paysan des communistes marxistes-léninistes de France

A l'occasion du prochain scrutin législatif, le comité de rédaction informe les lecteurs de l'Humanité rouge que le numéro de « La Faucille » de cette quinzaine comporte exceptionnellement douze pages format tabloïd (du type quotidien) avec de nombreux articles d'actualité mais aussi des articles sur la politique agricole de la droite et des programmes des partis bourgeois de la gauche. La résolution du IIIe congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France sur le travail du PCMLF à la campagne est également publiée dans ce numéro, ainsi qu'un éditorial intitulé « *Etendre et organiser la lutte des travailleurs des villes et des campagnes* ».

Ce numéro a été l'objet d'un tirage plus important. Il vous intéresse sans aucun doute et intéressera également vos amis et camarades à la ville et à la campagne. Passez directement commande à l'adresse postale de « La Faucille » : BP 258 75866 Paris Cedex 18. Le prix du numéro est de 3 F.

TARIF D'ABONNEMENT : 1 an : 60 F
LA FAUCILLE BP 258 Paris Cedex 18.
CCP La Faucille 17 564 83 B.

Grève pour les salaires à l'AFP

Les journalistes de l'Agence France-press (AFP) ont fait une journée de grève, le mercredi 8 mars pour exiger de la direction qu'elle augmente les crédits du budget 1978 pour les augmentations de salaire.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

4 questions pour suivre les résultats du 12 mars

Pour s'y retrouver dans le dédale des résultats et des déclarations, des commentaires et des pronostics qui fleuriront dans la nuit du 12 au 13 mars, nous proposons à nos lecteurs trois points de repère et quatre questions à se poser ce soir-là.

Premièrement, ces élections seront à coup sûr marquées par l'existence d'un fort courant de refus des partis de droite et de gauche.

Deuxièmement, elles seront marquées par

Première question : le pourcentage d'abstention

Il existe un courant très net de refus de la gauche comme de la droite dans notre pays. Un courant de refus du jeu électoral dans son ensemble aussi.

Ce courant se compose des candidats qui se présentent au premier tour, mais en annonçant qu'ils refuseront de se désister pour la gauche ou la droite au second tour. On y retrouve l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, que nous soutenons, mais aussi des courants populaires comme les écologistes « Collectif Écologie 78 » ou le mouvement des femmes « Choisir » de Gisèle Halimi.

Il existe aussi un fort courant abstentionniste qui exprime aussi, dans une certaine mesure, ce refus de la gauche comme de la droite, de l'électoralisme.

Première question à se poser dimanche soir : le pourcentage d'abstentionnistes. Voici quelques chiffres antérieurs.

Elections législatives mars 1967 : près de 20 % d'abstentions.
Elections législatives de juin 1968 : 20 % d'abstentions.
Elections législatives de mars 1973 : près de 20 % d'abstentions.

Deuxième question : le pourcentage des candidats indépendants

Mais le pourcentage des abstentionnistes sera influencé ce dimanche soir par un phénomène nouveau de plus en plus fort : les

candidatures refusant de se désister au second tour.

Nous ne pouvons donner qu'un point de repère, le chiffre obtenu par les écologistes lors des élections municipales, puisque ni le mouvement « Choisir », ni l'UOPDP n'ont encore participé à des élections.

Aux municipales de mars 1977, les écologistes ont gagné au total 270 000 voix. Le pourcentage obtenu est très variable. Dans certaines villes, il est élevé : 8 % à Lyon et 10 % à Marseille.

Les sondages donnent aux écologistes entre 4 et 10 % des suffrages. Une « fourchette » très large donc.

Troisième question : comment le RPR résiste-t-il à l'offensive Giscardienne ?

En 1958, De Gaulle regroupait autour de lui la totalité de la majorité (et même une grande partie des politiciens d'opposition). Les choses ont changé depuis.

Peu à peu, l'homme politique du trust Empain-Schneider a monté dans le ciel politique bourgeois. Giscard a fondé les républicains indépendants. Puis il est devenu président de la République en 1974.

Il bénéficie aujourd'hui du soutien des centristes et des radicaux au sein de l'Union pour la démocratie française (UDF). L'UDF a pour objectif politique de dépasser les gaullistes du RPR de Chirac. Y arrivera-t-elle. C'est la troisième question.

Là encore, quelques chiffres pour mesurer l'évolu-

tion, au soir du 12 mars.

des primaires au sein de la majorité, c'est-à-dire que ce premier tour sera un premier tour pour départager le RPR gaulliste de Chirac et l'Union pour la démocratie française de Giscard-Barre-Le-canuet-Servan-Schreiber.

Troisièmement, elles seront marquées par des primaires aussi au sein de la gauche, qui va sans Programme commun à ce premier tour. D'un côté, le PCF, et de l'autre, le PS et les radicaux de gauche.

tion, au soir du 12 mars.

- Au soir du premier tour des législatives de 1967 (le 5 mars) les gaullistes font 37,73 % des voix. Les giscardiens n'existent pas comme parti indépendant de la majorité. Les réformateurs font cavalier seul avec 12,64 % des voix.

- Au soir de l'élection législative extraordinaire de juin 1968, De Gaulle rattrape par les urnes ce qu'il avait perdu lors des manifestations de rue et des grèves de Mai 1968. Au soir du premier tour, le 23 juin, il a 43,65 % des voix. Les centristes ont alors 10,34 %. Il existe à cette date un parti giscardien, les républicains indépendants : 4,14 %.

- Au soir du premier tour des élections législatives de 1973, le 4 mars les gaullistes n'ont plus que 23,86 % des voix, les républicains indépendants ont gagné des suffrages : ils ont 6,90 %. Les centristes ont 12,43 %.

Quatrième question : le PS continuera-t-il sa montée électorale

Il y aura donc aussi des élections primaires au

sein de la gauche divisée. D'une part, le PCF, d'autre part la coalition PS et Mouvement des radicaux de gauche.

Pour les hommes regroupés autour de Mitterrand (et Fabre), l'ascension est nette depuis 1972. C'est surtout après la signature du Programme commun de 1972 que le PS de Mitterrand gagne des voix.

Cette constatation est claire lors des élections municipales de 1977. La quatrième question est de savoir si elle se confirmera. On sait que Marchais a parlé de 25 % des voix au premier tour pour son parti.

Quelques chiffres.

Au premier tour des législatives :
- Le 5 mars 1967, le PCF a 22,51 % des voix. La Fédération de la gauche de Mitterrand en a 18,96 %.

- Au premier tour des élections de juin 1968 (et au second aussi), les dirigeants du PCF paient le prix de leur trahison de Mai 1968 : 20,02 % des voix. Mitterrand et sa Fédération de la gauche tombent à 16,53 %.

- Le 4 mars 1973, au premier tour, le PCF est revenu à 21,25 % tandis que l'UGDS de Mitterrand et Fabre a 20,36 % des voix.

	5 mars 67	23 juin 68	4 mars 73
Gaullistes	37,73 %	43,65 %	23,86 %
Giscardiens		4,14 %	6,90 %
Centristes	12,64 %	10,34 %	12,43 %
Total giscardiens plus centristes		14,48 %	19,33 %
PCF	22,51 %	20,02 %	21,25 %
Gauche « non-communiste »	18,96 %	16,53 %	20,36 %

Cachan dans la circonscription de Marchais

Ardent meeting de l'UOPDP

(Suite de la page une)

depuis plus de cinq ans : ce programme ne vaut rien de bon ».

Il lut également sa lettre ouverte à Marchais lui demandant un débat public.

Jacques Jurquet parla de Marchais, ce représentant typique du PCF. Nous nous tournons avec courage et franchise vers nos frères de classe, les ouvriers, les petits salariés, les travailleurs des villes et des campagnes, qui sont adhérents de base ou électeurs ou sympathisants du Parti communiste français. Nous leur disons : Lénine, comme Marx, n'ont jamais déclaré que la voie de la révolution socialiste était une voie pacifique. Cette voie là ne conduit qu'au reniement de tous les principes révolutionnaires comme celui que Marchais a fait rejeter par le 22e congrès du PCF : le principe de la dictature du prolétariat.

C'est Max Cluzot qui conclut le meeting : « Que Marchais et Mitterrand ne s'y trompent pas. Il est fini le temps long et pesant pendant lequel, depuis la fin de 1974, aux effets de la crise économique, s'ajoutait le verrouillage po-

litique de l'Union de la gauche, où (...) apparaissait à l'horizon la voie trompeuse d'une solution électorale facile, trop facile pour être honnête (...). Ce que les travailleurs de Lip et les grévistes de 1973 avaient commencé à faire naître, cette aspiration, cette aspiration si forte au socialisme dans les combats de classe n'est pas étouffée, elle ne demande, au contraire, qu'à ressurgir, avec d'autant plus de force qu'elle a été fortement contenue ; tremblez, Messieurs les politiciens bourgeois ! (...) Qui croirait que le prochain plan Barre, Rocard, Marchais passera comme les autres ? Nous ne le croyons pas, car nous ne croyons pas que l'on puisse duper impunément les travailleurs. C'est parce que nous ne le croyons pas que notre union s'est mise en marche. Ouvrons tous camarades à son succès ; ici, à Cachan, avec Joël Perret, et dans toute la France ».

Ce fut un meeting très encourageant, en prise directe sur les luttes des travailleurs et qui soulève l'enthousiasme des participants.

• Paris

UOPDP Débat

Samedi 11 mars

27, avenue de Choisy

Paris 13e métro : porte de Choisy

Votez UOPDP

suite de la page 1

Tous ceux-ci vis-à-vis desquels le PCF a récemment changé de ton ne doivent se faire aucune illusion. Si ces dirigeants les regardent maintenant d'un oeil « gauchisant », c'est qu'ils veulent les récupérer en leur faisant croire que le PCF est un moindre mal que le PS. Le fond du problème c'est qu'il s'agit en fait de deux partis bourgeois qui ont des projets politiques rivaux.

Le changement d'apparence du PCF n'est qu'une tactique destinée à augmenter dans l'immédiat son poids électoral par rapport au PS. D'ailleurs n'est-ce pas à partir du moment où la casure a succédé à l'union que le PCF est devenu autogestionnaire ?

Quelle que soit l'apparence qu'il se donne, voter pour le PCF ne serait pas un moindre mal. Ce serait lui faciliter la tâche dans le projet de capitalisme monopoliste d'Etat qu'il compte mettre en œuvre et qui est plein de danger pour la classe ouvrière. Pour tous ceux qui ont appris, sur la base de l'expérience, à se défier du PCF comme du PS et des autres partis bourgeois, ce serait un recul.

Pour avancer, il faut au contraire renforcer et clarifier le courant qui refuse la droite comme la gauche. A notre avis, c'est l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne qui représente, sur la base politique la plus claire, ce courant. C'est pourquoi nous disons : pour que votre vote soit porteur d'avenir, pour qu'il soit utile aux luttes à venir, votez UOPDP.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

EN AVANT POUR LA SOUSCRIPTION DES 100 MILLIONS !

Conformément aux souhaits de nombreux lecteurs, nous reprenons ci-dessous la publication des listes de la souscription, pour les 60 millions, fixée dans l'année 1977. Nous rappelons que le 5

janvier fut atteint le chiffre de 65 millions de centimes. Le supplément de cinq millions obtenus sera donc décompté de la nouvelle souscription lancée pour 1978 et fixée à 100 millions.

Pour que notre presse se renforce G.D. 200 F	Madame Vve A.S. 100 F	Souscription à meeting du 6/11/77 à Paris. 24 013 F	P/T/H 5 F
Un camarade en soutien L.C.H. 30 F	Appel du 10/12/77 S.J.E. 330 F	Supplément à réabonnement D/P 30 F	E/K 30 F
S.L. 510 F	Dominique et Xavier, fideles lecteurs 100 F	SS/P 30 F	F/P 10 F
Deux infirmières 200 F	Souscription 77 W.A. 200 F	G/D 20 F	H/J/P 20 F
Anonyme. 20 F	C.D. A. Marty 650 F	S/J/F 100 F	G/T/H 20 F
Centre-Bretagne 500 F	Une infirmière 14 F	F.A.M. 122 F	CD Chrisostome 650 F
Soutien hebdomadaire (décembre) M.D. 60 F	Un dessinateur 200 F	B/D 44 F	Une infirmière et son mari au S/M 100 F
2ème versement mensuel (novembre)	B.C. 100 F	P/D 180 F	Sur le travail d'une affiche progressiste 200 F
Un groupe de lecteurs de St-Nicolas 220 F	JCMLF du Nord pour la bataille des 60 millions 65 F	F/J 30 F	A un contact sur une boîte 20 F
Cellule bâtiment E. Pottier 100 F	E.C.H. 300 F	G.A. 30 F	Pour les jeunes de C/E 100 F
Un ouvrier agricole sympathisant 95 F	C.D/V 1 500 F	C/L 36 F	Un employé de la Sécurité sociale 100 F
Des militants marxistes-léninistes 600 F	En avant pour les 60 millions P.R. 300 F	A/D 30 F	M.R 100 F
J.M.P. 500 F	C.D. Louise Michel 1 382 F	A/G 30 F	Des camarades CD Norman Béthune 1 100 F
C.D. Flora Tristan 1 050 F	C.D. Maurice Jenot 1 033 F	L.G/J.J 80 F	JCMLF V. 100 F
et D. Casanova (octobre) 200 F	C.D. Damien Georgi. 815 F	RFA 72 F	Soutien pour les 60 millions F/G. 150 F
H. 200 F	C.D. Robert Dubois 606 F	J.M.G. 30 F	L/M/C. 500 F
GP. 200 F	C.D. Andréi Djanov 300 F	R/M 100 F	Souscription J. Lahaut 150 F
Souscription permanente A.V. 100 F	C.D. Guy Mocoquet. 205 F	B M/N 64 F	Une ex-militante PCF 15 F
Pour que vive le socialisme D.D. 500 F	Pour une presse de combat, pour le parti marxiste-léniniste unique R.P. 1 000 F	L.C.H 10 F	Souscription de masse 6 F
Supplément à réabonnement :	C.D. Staline 486 F	S. 4 F	CD Ho Chi-Minh 700 F
S.J.P. 14 F	R.Y. 100 F	Y/C 300 F	Un employé de banque 50 F
B.B. 194 F	Maria et Didier 1 000 F	A/B 14 F	Un ouvrier dans l'artisanat d'art 20 F
R.M. 72 F	G.S. 10 F	M/R 200 F	Souscription de masse 136 F
J.H. 100 F	C.D.N C/J 1 920 F	D/B 300 F	Anonyme. 65 F
H.G. 500 F	Des camarades de B et E 360 F	D 28 F	CD Ernest et Luc Yvan. 480 F
C.G. 10 F	C.D. Manouchian 500 F	G/E 30 F	Un camarade 2e versement 200 F
E. 36 F	pour que la lutte continue 500 F	B/P 30 F	Supplément à réabonnement C/G 30 F
L.D. 50 F	C.D. Chou En-lai 1 000 F	Sur un marché, aux portes d'usines 10 F	R/P/Y. 380 F
C.G. 80 F	Contribution au quotidien JY/L 700 F	Des camarades 300 F	M/J 30 F
Q.J. 30 F	C.D. Ben Ali 300 F	P/L 10 F	B/J/M. 30 F
V.G. 30 F	Des sympathisants 1 000 F	S. D/L 11 F	O/L 44 F
F.P.H. 30 F	C.D. Enver Hoxha 25 F	Souscription au cours d'un stage central d'éducation de cadre 350 F	S/M 30 F
D.P. 60 F	Souscription à meeting 1 300 F	Souscription librairie (69) 70 F	C/D 200 F
J.J.L. 30 F	C.D. Guy Mocoquet. 385 F	Des camarades marxistes-léninistes de Saint-Denis 3 020 F	Commande brochure E/P 10 F
C.F. 44 F	C.D. Q. Stafa 200 F	CD Lissagaray 250 F	B/C/H 140 F
G.J. 22 F	Pour les dix ans du PCMLF	CD A. Marty (novembre) 505 F	C/J 80 F
C.P. 44 F	Pour la naissance de notre petit Julien, en espérant qu'il choisisse notre idéal et qu'il soit dans la lignée des Julien Hapiot et Julien Lahaut 500 F	H/Y 60 F	M/M 30 F
O.P. 22 F	J de Q, 2 militants et 3 lecteurs HR 2 500 F	Centre-Bretagne 250 F	C/R 44 F
B.C.H. 314 F	C.D. Overney 150 F	M/M pour le quotidien sur 8 pages 358 F	G 44 F
F.P. 22 F	C.D. Mahmoud Saleh 444 F	Soutien au journal C/P 200 F	C/H/F 44 F
L.A/L.J. 30 F	Des employés de banque pour le développement de la presse communiste. 204 F	Sur nos économies pour gagner la bataille des 60 millions L/B/M 500 F	D/J 24 F
L.Y. 330 F	C.P. pour renforcer la presse révolutionnaire 1 461 F	S/G/S 14 F	V/CL 52 F
P.F. 10 F		Pour renforcer la presse révolutionnaire 250 F	B/P 44 F
C.C. 400 F		Supplément à réabonnement P/L 50 F	P/P/M. 44 F
A.F. 600 F		S/Y 30 F	A/P soutien au journal 150 F
M.G. 22 F			D.E. 22 F
Un syndicaliste CFDT PUK 100 F			Supplément à réabonnement L.F/J.C. 30 F
Des camarades marxistes-léninistes du Nord 400 F			
GP. 128 F			
Pour les 60 millions G.P. 1 000 F			

Pour les résultats des élections

Afin que notre journal puisse rendre compte dans les plus brefs délais des résultats obtenus par les candidats de l'UOPDP, nous demandons aux comités locaux, aux représentants de l'UOPDP présents dans le bureau de vote où seront centralisés les résultats de la circonscription, de téléphoner, au plus vite, dimanche soir au 607 23 75 (et uniquement à ce numéro) les renseignements suivants :

- 1) Numéro de la circonscription et département.
- 2) Nombre d'inscrits
- 3) Nombre de votants
- 4) Score du candidat UOPDP
- 5) Score des candidatures écologistes, Choisir, régionalistes ?
- 6) Score de l'« extrême-gauche » (préciser LO, LCR, PSU, etc.).
- 7) Score des partis de droite
- 8) Score des partis de gauche.

Nous demandons aux correspondants de ne téléphoner que ces renseignements et le plus brièvement possible.

Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

	quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)		30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)		90 F	180 F
Six mois (132 Nos)		180 F	360 F
quotidien plus bimensuel			
Un mois		35 F	70 F
Trois mois		105 F	210 F
Six mois		210 F	420 F

Retenez vos soirées...

- Vendredi 10 Mars : meeting de l'UOPDP avec Max Cluzot et Jacques Jurquet - à 20 h 30 - PARIS - 119, avenue Simon Bolivar.

- Vendredi 10 Mars : réunion de l'UOPDP - à 20 h 30 - METZ - café de Paris - Place Saint Louis.

- Vendredi 10 Mars : meeting-débat de l'UOPDP - à 20 h 30 - MONTREUIL - école Joliot-Curie - Quartier de la Noue.

Informations

Les affiches d'appel au meeting du mardi 14 mars à la Mutualité (Paris) seront prêtes jeudi. Le tract d'appel sortira le lundi 13.

Les affiches de l'UOPDP : « L'UOPDP et ses candidats ne se désistent ni pour les partis de droite ni pour les partis de gauche » sortiront le samedi 11 mars.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Montpellier Au coeur du vignoble languedocien

Montpellier, dans le vignoble languedocien à proximité du littoral, est passé en 15 ans de 70 000 à 170 000 habitants.

Cette expansion dont se flatte l'ancien maire Delmas (PR) est due à l'arrivée de nombreux pieds-noirs en 1962, à la création d'une zone industrielle au sud, d'une ZUP au nord (La Paillade 30 000 habitants) et aussi à l'aménagement du littoral qui a développé le tourisme.

Pourtant cette vieille ville universitaire (30 000 habitants) réputée pour sa faculté de médecine connaît un chômage important avec de nombreux travailleurs immigrés, opère

des licenciements massifs (5 000 dans l'Hérault) et s'oriente de plus en plus vers l'embauche sous contrat.

L'implantation d'IBM (170 000 ouvriers et employés) a amené la création d'usines sous-traitantes de 100 à 300 ouvriers, qui elles aussi licencient et réembauchent avec des contrats temporaires.

Les hôpitaux emploient 6 000 personnes sans compter les nombreux établissements privés, et les PTT 3 000.

Malgré son développement, Montpellier est donc une ville où le secteur tertiaire est resté majoritaire.

Les forces politiques en présence

La droite (RPR-PR)

Elle trouve ses représentants dans les couches de la bourgeoisie libérale (avocats, médecins...). Ces partis de notables ne se manifestent réellement qu'à l'occasion des élections ; le reste du temps, ils développent leur clientèle grâce aux différents organismes dans lesquels ils participent.

Le RPR (chef de file Couvheines) est en perte de vitesse. Couvheines, ancien député, a dû créer sa « municipalité » à la Grande Motte (en organisant un découpage, la Grande Motte étant auparavant rattachée à la commune de Manguio) !

Le PR a lui, connu une remontée grâce au ralliement de F. Delmas (avocat) qui fut pendant 18 ans maire de Montpellier, avant d'être sorti par la coalition PC-PS. Haï des travailleurs, Delmas est l'homme de l'adaptation de Montpellier aux besoins actuels du capitalisme (ZUP La Paillade, centre commercial Le Triangle, zone industrielle aménagements routiers...)

Les groupes fascistes sont importants (fac de droit et de médecins) Ils servent souvent le RPR et le PR pour faire le coup de poing.

Depuis 77 la municipalité est à gauche ça ne change rien

Elle dirige la municipalité de Montpellier depuis mars 1977. Universitaires enseignants, chefs syndicaux du bâtiment, des PTT, des hôpitaux, composent ce conseil municipal PC-PS.

Profitant du mécontentement des travailleurs, ces gens issus de la petite et moyenne bourgeoisie et de

l'aristocratie ouvrière, veulent le pouvoir pour gérer à leur profit le capitalisme.

LE PS

Autrefois, c'était un parti de notables paysans. Senes, député de la 1^{re} circonscription en est l'exemple. Infiltré dans de nombreux organismes para-agricoles il est de plus maire de Gignac.

Frêche, lui, représente la nouvelle génération. Il cumule la paie de prof de fac, député, maire (plus divers autres avantages).

Sa gestion municipale « socialiste » se résume en un exemple : les impôts locaux vont augmenter de 23 % l'an prochain !

LE PCF

Apporte à la municipalité les voix des employés et des ouvriers (par le biais de la CGT).

Bien que ne disposant que d'un strapontin à la mairie, les dirigeants en profitent pour accroître leur influence en particulier par l'encadrement sur les quartiers (les comités de quartiers fleurissent en ce moment).

Ses candidats :

Roux, professeur de faculté, qui s'était prononcé pour le maintien de l'or-

dre des médecins... à condition de le démocratiser).
— Bonnet, professeur de lycée.

La Ligue Communiste, après avoir un moment été silencieuse, s'agite beaucoup à la veille de ces élections, d'autant qu'elle a réussi récemment à s'emparer du bureau UIS-CFDT

S'ils sèment la confusion les trotskystes n'ont cependant guère d'influence en dehors des milieux universitaires. Un exemple : le syndicat santé qu'ils dirigent regroupe 150 membres pour 6 000 travailleurs du public.

Montpellier



Une militante révolutionnaire diffuse un tract appelant à la lutte contre l'abrogation des mesures Stoléro, le permanent CGT s'approche, et aidé d'un de ses compères, il passe à l'action.



Voilà l'activité des dirigeants révisionnistes, répression contre ceux qui organisent la lutte et passivité face aux attaques antiouvrières de Stoléro. A noter qu'au cours de cette même manifestation le 1er décembre, le groupe-femmes qui y participait a été violemment agressé par le service d'ordre CGT. Cette agression a suscité la réprobation de nombreux travailleurs et notamment de syndicalistes CGT.

UNE CENTENAIRE A MONTPELLIER



Mme EMILIE MEINNIER, 101 ANS
NON PIED, BON ŒIL, A SOUFFLE ELLE MEME
SES BOUGIES D'ANNIVERSAIRE



Nos objectifs

Les objectifs des marxistes-léninistes durant cette campagne seront de faire un travail de propagande anti-electoraliste auprès des travailleurs. Ils expliqueront que la classe ouvrière ne doit rien attendre ni des partis bourgeois de droite ni de ceux de gauche.

Dans les entreprises et les quartiers, la classe ouvrière de Montpellier a déjà largement conscience de la nature bourgeoise des dirigeants PC, PS de la malversation de la droite.

Aujourd'hui, il constatent que Frêche et compagnie manquent à leurs promesses. De même, les travailleurs de la santé qui ont pour président au CHR le même Frêche n'ont pas vu la moindre amélioration de leurs conditions de vie. Voilà une bonne base pour convaincre les travailleurs de ne voter ni pour la droite ni pour la gauche et pour expliquer aux plus clairvoyants d'entre eux la nécessité de renforcer le parti révolutionnaire du prolétariat afin de mener la bataille contre la droite comme la gauche.

A chacun sa
centenaire,
la démagogie
des candidats
de droite et
de gauche !

DEMAIN LES 4 PAGES UOPDP

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

• Languedoc-Roussillon

La crise viticole : le combat des travailleurs de la vigne

Les conditions de vie et de travail des populations laborieuses du Midi-viticole s'aggravent. L'exode rural frappe cruellement la petite paysannerie pauvre de notre région.

77 000 exploitations ont disparu entre 1955 et 1975 (soit 45 % des exploitations de 1955) dans le Languedoc-Roussillon ; un très grand nombre de petits et moyens viticulteurs sont dans l'obligation de trouver de quoi vivre dans une activité non-agricole secondaire ou principale (quelques 40 % dans le département de l'Hérault).

Les ouvriers agricoles français et immigrés souffrent de conditions de travail et de vie de plus en plus dures, les licenciements s'abattent sur eux, bon nombre de vieux viticulteurs, de retraités subissent la misère...

DES MENACES QUI S'ACCUMULENT VOILA LA RÉALITÉ DE NOTRE RÉGION

Les menaces de voir s'accroître la liquidation des petits viticulteurs s'accroissent plus que jamais sur notre région : les projets dits de « reconversion » et de « restructuration » ne manquent pas et le gouvernement actuel de l'État capitaliste entend bien les réaliser tôt ou tard. Tous ces projets pour lesquels des « aides » et des « crédits » sont ou seront débloqués doivent accélérer la restructuration capitaliste de l'agriculture languedocienne par l'élimination de tous ceux qui sont considérés comme inaptes à s'« adapter au progrès » devant les impératifs de « rentabilité » et de « modernisation » capitalistes.

Pour ceux des petits et moyens paysans qui tiennent le coup, ce n'est pas pour autant la « joie » : à la merci des calamités climatiques, pouvant avoir à supporter un endettement lourd et ruineux, obligés de travailler chaque année davantage pour s'en sortir, la vie n'est pas facile pour eux et leur famille.

C'est dans ce contexte de crise viticole et plus généralement de crise agricole que vont se dérouler les élections législatives.

Les partis de gauche prédominants dans la région vont se disputer avec les partis de droite.

PROMESSES TOUS AZIMUTS

Compte tenu de l'importance de la population agricole et rurale dans nos départements, les promesses en matière de politique agricole notamment, volent et fusent de toutes parts.



Un barrage routier entre Sète et Agde en mars 1976



Les bourgeois de droite n'hésitent pas à se poser en défenseurs des viticulteurs et de la viticulture, du « droit de vivre et de travailler au pays »...

Les bourgeois de gauche de leur côté promettent tout, au cas où ils arriveraient au pouvoir : l'organisation des marchés, des offices fonciers, du vin, etc. Tout cela doit régler la crise viticole et garantir des revenus décentes aux viticulteurs. Ce qu'ils oublient de dire c'est que comme les lois du capitalisme restent en place, même si on nationalise plus ou moins selon que c'est le PCF ou le PS, ce sont les profits de la bourgeoisie rurale et agricole que veulent en fait défendre les candidats des partis de gauche.

Chacun des partis manœuvre du mieux qu'il peut. Le PS est assurément le mieux placé dans l'ensemble. Il compte bien profiter de la FDSEA (1) de l'Hérault remise en selle par Maffre Baugé, Bousquet et Cie, des hommes gagnés au socialisme à la rose.

Les partis de droite, quant à eux, essaient de s'appuyer sur quelques dirigeants professionnels agricoles, qui leurs sont acquis tel le gros agrarien Gauch, etc...

Les marxistes-léninistes s'adressent aux travailleurs de la terre

Bien que ne présentant pas de candidats dans notre région, nous n'agissons pas moins dans les campagnes en fonction des possibilités et de nos forces pour continuer à dénoncer les bourgeois de gauche comme de droite, démasquer leurs promesses démagogiques, faire apparaître leur vrai visage au service du capitalisme.

Nous continuerons à développer nos propositions aux travailleurs de la terre, populariser nos revendications qui prennent en charge les intérêts des petits paysans et des ouvriers agricoles, à populariser les éléments de notre programme agricole pour après le triomphe de la révolution prolétarienne.

Plus que jamais dans la situation actuelle de l'Hérault, et de l'ensemble du Languedoc-Roussillon nous appellerons les petits paysans et la plupart des moyens paysans à s'organiser syndicalement sur la base de leurs propres revendications et non celles qui font le jeu des capitalistes agricoles. Dans le cadre des syndicats agricoles actuels dirigés en fait par les bourgeois viticoles, il importe que les petits paysans, qui pourraient d'ailleurs dans certains cantons et communes tenir, de fait, leur direction, avancent leurs propres mots d'ordre, comptent sur leurs propres forces, prennent des initiatives pour prendre en charge la défense des petits et de la plupart des moyens paysans, n'hésitent pas à s'opposer aux dirigeants bourgeois, et à rallier le plus grand nombre possible de travailleurs de la terre. Cela permettra de créer les bases de nouveaux syndicats de classe. Peut-être même que dans certains endroits les petits paysans seront à même de jeter les bases de tels nouveaux syndicats de classe et de masse, indépendants des partis bourgeois.

Nous montrerons aussi combien il est nécessaire de réaliser l'unité des ouvriers et des paysans et qu'en définitive si on veut se libérer à jamais des misères du capitalisme, de l'exploitation qu'il fait

subir aux masses travailleuses, il faut le renverser par le triomphe de la révolution prolétarienne et l'instauration du vrai socialisme garanti par la dictature du prolétariat pour assurer la pleine démocratie aux masses. Cela doit être aussi une occasion de développer nos propositions en matière de programme agricole pour après le triomphe de la révolution.

Finalement, nous devons profiter de la campagne électorale pour développer notre propagande dans les campagnes afin que nos idées y pénètrent davantage et qu'elles y trouvent un intérêt croissant auprès de la paysannerie laborieuse.

(1) FDSEA : Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles.



Une double journée de travail, une double exploitation.

BROCHURES ENCORE DISPONIBLES

- La crise viticole en Languedoc-Roussillon et le combat des travailleurs de la vigne (2F 50)
- Les cris de la commune (3F)
- 106e anniversaire de la Commune de Paris, manifestation et meeting des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge (5F)
- France 1977 : Les travailleurs et le logement (3F)
- La Chine reste rouge. 11e retour de Chine d'une délégation des communistes marxistes-léninistes de France, dirigée par Jacques Jurquet
- Les dirigeants du PCF contre les travailleurs : quand ils sont au pouvoir (5F)
- Citroën, bague capitaliste. De la révolte à la lutte organisée (5F)
- Le peuple de Turquie face aux deux superpuissances - Documents des revues Aydinlik et Halkin Sesi (5F)
- Zaïre : Poursuivre fermement la lutte contre le social impérialisme russe et ses laquais - Des communistes marxistes-léninistes zaïrois (5F)

POUR LA SOUSCRIPTION

Le très beau poème sur Mao Tsé-toung intitulé « Mao Tsé-toung vit » (2 F).

Passer exclusivement vos commandes à APN - Éditions BP 279 78866 - Paris Cédex 18.